

COMPTE RENDU DES TABLES RONDES

ORGANISEES LE 25 NOVEMBRE 2009 AU SOFITEL

PAR LE CLUB CARE SUR LE THEME :

« LES MOTEURS ET LES ACTEURS POUR LA RELANCE DE LA CROISSANCE ECONOMIQUE »

Articles liés : (voir dossier CONFERENCE DEBAT (25 11 09))

Le 25 Novembre 2009, dans la perspective d'engager un débat serein et constructif autour des grandes options de politique économique du pays, le **Cercle d'Action et de Réflexion autour de l'Entreprise - CARE** - avec le soutien de la **Fondation Friedrich Naumann** a organisé à l'hôtel SOFITEL deux tables rondes autour du thème « Quels moteurs et Quels acteurs pour la relance de la croissance économique ? ».

Ces deux tables rondes ont démarré, la première à 14 heures et la seconde à 16 heures 30 et se sont achevées aux environs de 19 heures 30.

L'évènement a connu un vif succès si l'on en juge par la présence de la centaine d'invités restés présents jusqu'à la fin.

M. **Abdelkrim BOUDRA**, le Président de CARE, ouvre la séance par une allocution de bienvenue au cours de laquelle il situera les enjeux d'un tel débat qu'il convient d'aborder dans la sérénité et la concertation des différents acteurs. Il affirmera notamment que : « Les défis sont nombreux et seul un solide partenariat public-privé nous permettra de les relever ».

La parole est ensuite donnée à M. **Alexandre KNIPPERTS**, représentant national de la Fondation Friedrich Naumann qui rappellera que les objectifs visés par sa fondation sont tout à fait en liens directs avec ceux recherchés par ce type de débats : à savoir l'émergence de la liberté économique et la clarification du rôle de l'Etat et des partenaires économiques pour la promotion d'une économie libre.

La première table ronde qui portait sur les moteurs de la croissance économique était modérée par M. **Ihsane EL KADI**, Economiste et Rédacteur en Chef de l'hebdomadaire économique « les Afriques ».

M. **Said IGHILAHIZ**, économiste et directeur du bureau d'études « ECOTECHNICS », avait été chargé par le bureau de CARE de présenter une communication faisant le point sur les principaux indicateurs macroéconomiques sur la

base de laquelle le débat devait être engagé par un panel de professeurs d'Université et de praticiens de l'économie.

Le premier panel réunissait : MM. Le Professeur **Abdelhak LAMIRI**, Economiste et Directeur Général de l'institut International de Management -INSIM - ; le Professeur **Abdelmadjid BOUZIDI**, Economiste et ancien conseiller économique à la Présidence de la République, le Docteur **Salah MOUHOUBI**, Economiste et ancien haut fonctionnaire à la Présidence de la République, **Samir HADJ ALI**, Expert Financier et Directeur du cabinet d'audit SHAP et membre de CARE.

Globalement, des débats entre ces éminents spécialistes, il ressort qu'au-delà de ses effets destructeurs, la crise économique mondiale va totalement modifier les règles du jeu économique. Quelles sont les nouvelles données qui accompagneront la reprise du cycle de la croissance mondiale ? Quelles sont les opportunités et les menaces pour l'économie Algérienne ?

La réponse peut être abordée sous l'angle de l'analyse dynamique de la balance des paiements sur les quatre niveaux suivants :

- la balance commerciale,
- la balance des services,
- la balance des capitaux et
- les réserves.

Les participants tenteront d'analyser l'impact de ces données macro-économiques sur les politiques publiques en matière d'investissement, de stimulation (ou de limitation) de la consommation...

La deuxième table ronde a porté, quant à elle, sur « Les acteurs de la croissance » et a été modérée par M. **Mahrez AIT BELKACEM**, Directeur à NATIXIS Algérie et membre de CARE.

Les intervenants : **Mohamed BACHA** Directeur Général de l'Intelligence Economique et de la Prospective au Ministère de l'Industrie et de la Promotion des Investissements – Jean **Pierre DISEUR** Directeur des risques à NATIXIS BANK – **Alex DHINA** Directeur Général Adjoint de la Chambre de Commerce Algéro Allemande AHK – **Mustapha MEKIDECHE** Economiste et Vice Président du CNES – **Samir AIT AOUDIA** Président de SNAX – **Hakim Lyes BELARBI** – membre CARE.

La communication de présentation a été confiée à M. Mustapha MEKIDECHE, qui a rappelé les enjeux de promouvoir des acteurs à même de prendre en charge la relance de la croissance basée sur la création de richesses dans les secteurs hors hydrocarbures.

Alors qu'un changement de cap est pris, concernant les privatisations, les énièmes plans de réhabilitation des entreprises publiques se font toujours attendre et les récentes mesures concernant les IDE risquent de créer les barrières à l'entrée et nous priver des apports étrangers nécessaires à notre croissance à long terme.

Au-delà du constat, les participants au débat seront invités à proposer des solutions pour une meilleure collaboration entre les pouvoirs publics et les entreprises à travers le développement de vrais projets de partenariats publics-privés.

Le débat a ensuite été enrichi par les interventions du public composé principalement des chefs d'entreprises de différents secteurs, des hauts fonctionnaires des ministères de l'Industrie et de la Promotion des Investissements et du Ministère des Petites et Moyennes entreprises et de l'Artisanat, l'ancien chef du Gouvernement, le Dr Ahmed BENBITOUR des représentants des institutions nationales, telles que l'ANSEJ et ALGEX, des banques, des représentants de la Fondation Friedrich Naumann, de GTZ et de la Chambre de Commerce Algéro Allemande - partenaires de CARE ainsi que les membres de CARE.

L'évènement a été couvert copieusement par la presse écrite et audio-visuelle (ENTV - ENRS) ; environ une vingtaine de journalistes ont couvert l'évènement et en ont rendu compte dans leur média respectif.

Les participants ont tenté, d'analyser l'impact de ces données macroéconomiques sur les politiques publiques en matière notamment d'investissement et de stimulation de la consommation au regard de la conjoncture nationale et internationale.

Pour changer de cap et entrer dans la croissance, le Professeur Lamiri propose de passer d'une administration bureaucratique à un management d'experts, de mettre en place les mécanismes de l'émergence des PME, autour du point fort de l'économie – les hydrocarbures dans le cas de l'Algérie – d'accompagner les restructurations des entreprises et de laisser le loisir à l'Etat de jouer son rôle dans le domaine de la santé, de l'éducation et de la réalisation des infrastructures.

Pour sa part, Salah Mouhoubi, a ciblé la politique des IDE en Algérie, estimant que notre pays doit renvoyer une image de stabilité en évitant des remises en question et des retours en arrière comme c'est le cas avec la LFC 2009, qui même si elle comporte, selon lui, des points positifs pour l'économie, déroute les observateurs économiques et les investisseurs étrangers.

La croissance se conjugue ainsi avec une mise en œuvre d'un partenariat solide entre les pouvoirs publics et les entreprises, recommandent les experts.

Certains intervenants se sont montrés très enthousiastes quant à la nécessité de compter sur les IDE, d'autres préfèrent prôner la prudence en donnant l'exemple de la Roumanie et des pays baltes dont la politique vorace d'absorption des IDE les met aujourd'hui en très mauvaise posture des suites de la crise économique.

Les deux tables rondes ont été équilibrées en ce sens que la première a permis de poser les problématiques d'un point de vue essentiellement théorique tandis que la seconde table ronde dont le panel était composée à dominance de chefs d'entreprises, a permis d'apprécier les impacts des grandes orientations économiques des pouvoirs publics sur le vécu et le fonctionnement des entreprises avec en filigrane, les effets de la loi de finances complémentaire pour 2009 sur le secteur productif de biens et de services.

Les participants à cet évènement ont salué unanimement la tenue et la réussite de telles manifestations et ont vivement encouragé CARE, à persévérer dans l'organisation de tels débats et de mettre à la disposition du plus grand nombre les résultats des réflexions émises par les experts sollicités.